

Caritas.mag

Le magazine des
Caritas de Suisse romande
Genève



La pauvreté existe, la Suisse l'a rencontrée

10 — Stephan Eicher,
musicien humaniste

12 — « Caritas est un petit miracle ! »

— Sommaire

Éditorial 3
La pauvreté ne prend pas de pause. Nous non plus! _ Sophie Buchs

4–11



**La pauvreté existe,
la Suisse l'a rencontrée** 4-6

Une stratégie nationale pour lutter contre la pauvreté 7
Interview d'Astrid Wüthrich, directrice de la plateforme nationale contre la pauvreté

La prospérité à deux vitesses 8
Commentaire de Corinne Jaquiéry - Rédactrice en chef

125 ans de Caritas Suisse 9

La honte doit changer d'épaules 9
Billet d'humeur_ Emilie Gasc, productrice et animatrice de La ligne de cœur

«Je suis dans l'équipe des humains» 10-11
Stephan Eicher

12–20

«Caritas est un petit miracle!» 12-13

Après l'enfer de Gaza, un accueil bienveillant à Genève 14-15

«Mettre un peu de lumière là où il n'y en a pas» 16-17

Appels à votre soutien 18-19

Couverture: © Fichtre

— Impressum

Caritas.mag - le magazine des Caritas de Suisse romande (Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Vaud) paraît deux fois par an.
Tirage global: 52'746 - Tirage Caritas Genève: 16'009 ex.
Responsable d'édition: Sophie Buchs - Directrice de Caritas Genève. Rédactrice en chef: Corinne Jaquiéry.
Rédaction: Corinne Jaquiéry, Mario Togni et Sévane Haroutunian. Photos: Miguel Bueno, Caritas Genève, Tabea Häberli, Sedrik Nemeth, Nils Sandmeier et Darrin Vanselow. Corrections: Ana Cardoso.
Graphisme et mise en page: Fluide Communication, Givisiez. Impression: PCL Print Conseil Logistique SA.
Caritas Genève - Rue de Carouge 53 - 1205 Genève. Téléphone: 022 708 04 44 - www.caritas-ge.ch - info@caritas-ge.ch.



La pauvreté ne prend pas de pause. Nous non plus !

— Sophie Buchs - Directrice de Caritas Genève

La Suisse est riche. L'image d'Épinal de notre prospérité est tenace, rassurante et confortable. Et pourtant, la pauvreté s'installe.

Le verdict du nouveau monitoring national de la pauvreté est tombé: 8 % de la population vit sous le minimum vital social. Ce chiffre ne devrait jamais être une simple statistique que l'on parcourt distraitement. Huit pour cent, c'est une foule. Ce sont nos voisins, nos collègues, nos amis. Ce sont ces parents que nous croisons chaque jour à la sortie de l'école.

Si l'on y ajoute les personnes menacées de pauvreté, ce taux double: 1,45 million de personnes. La stagnation des chiffres depuis près de dix ans ressemble à un aveu d'échec collectif.

On finit par s'habituer aux courbes et aux graphiques. Les visages derrière les chiffres, ne s'habituent jamais à la violence du quotidien.



© K-photogrAphy.ch

Être pauvre en Suisse, c'est vivre sous la dictature du choix impossible. Choisir entre payer la facture d'électricité ou remplir le frigo. Choisir, trop souvent, entre demander de l'aide ou se taire par gêne – au risque de s'enfoncer.

Le Conseil fédéral a adopté ce premier rapport le 26 novembre 2025. Un rapport publié tous les cinq ans. Une stratégie annoncée d'ici 2027: très bien.

Mais l'urgence, elle, est déjà là: quand le loyer avale le budget. Quand un divorce ou une maladie fait basculer, quand un «petit» retard de paiement devient une spirale...

Ce monitoring rappelle aussi une vérité essentielle: la pauvreté n'est pas seulement financière. Elle touche la formation, le travail, la santé, le logement, les liens sociaux, la participation. En somme, la place que l'on a – ou que l'on n'a plus – dans la société.

À Caritas Genève nous voyons ce que les statistiques ne montrent pas: la fatigue, la honte, la peur et les privations. Mais nous voyons aussi l'inverse: la dignité retrouvée quand on peut s'habiller correctement, reprendre la main sur son budget, équiper un enfant, se nourrir sans mendier, aménager un chez-soi – sans devoir s'excuser d'exister. La pauvreté ne prend pas de pause. Nous non plus ! Mais cette lutte ne peut pas être celle des seules œuvres caritatives. Elle exige un sursaut collectif.

Un pays véritablement prospère ne se mesure ni à l'éclat de ses centres-villes, ni à la performance de ses banques. Il se juge à la main qu'il tend à celles et ceux qui peinent à tenir debout.

Agissons aujourd'hui. Pas en 2027.



La pauvreté existe, la Suisse l'a rencontrée

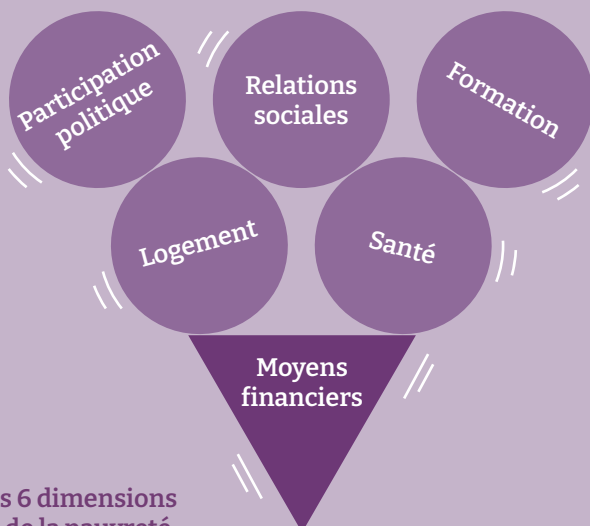
— Texte: Corinne Jaquiéry - Photos: Sedrik Nemeth

Le premier monitoring national de la pauvreté confirme ce que Caritas dénonce depuis longtemps: en Suisse, 1,45 million de personnes sont pauvres ou menacées de l'être.

«Le problème de la pauvreté en Suisse est devenu chronique», a rappelé Peter Lack, directeur de Caritas Suisse, à l'occasion du lancement du portail numérique intitulé «**Plateforme Pauvreté en Suisse**». En ligne depuis janvier 2026, juste après la sortie du rapport 2025 sur le monitoring de la pauvreté en Suisse, elle permet de répondre à de nombreuses questions comme «que signifie être pauvre dans un pays riche?», «comment fonctionne notre système social et quelles sont ses lacunes?», «que peut faire la politique pour lutter contre la pauvreté?», etc.

«Pour le 125^e anniversaire de Caritas Suisse en cette année 2026, nous souhaitons contribuer, avec notre nouvelle plateforme sur la pauvreté, à ce que les connaissances sur la pauvreté soient largement accessibles», explique Peter Lack.

Une plateforme essentielle à consulter pour prendre la mesure de **ce phénomène multidimensionnel** qu'est la pauvreté, car plus de 80% des personnes pauvres en termes de revenu sont également limitées dans au moins une autre dimension de leur vie, comme la formation, la santé, les relations sociales ou l'implication politique.



**Vaincre
la pauvreté n'est
pas un geste de
charité. C'est un
acte de justice.**

Nelson Mandela



[caritas.ch/
plateforme-pauvrete](https://caritas.ch/plateforme-pauvrete)





Pour aller plus loin
Le rapport sur le monitoring
de la pauvreté



Veiller à l'égalité des chances

En 2014, la Confédération s'était engagée à lutter contre la pauvreté avec son programme, puis sa plateforme nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, mais le taux de pauvreté stagne. Il a même augmenté en 2025.

Caritas Suisse identifie sept raisons pour lesquelles la situation des personnes les plus pauvres se détériorera encore en 2026:



L'augmentation du coût de la vie pèse sur les ménages pauvres qui doivent consacrer la quasi-totalité de leur revenu brut aux frais fixes et à leurs besoins de base.



Les primes d'assurance maladie ne cessent d'augmenter.



La pression sur le marché du logement s'accroît. Trouver un logement adéquat est presque sans espoir pour les ménages les plus pauvres.



De nombreux frais augmentent, mais **les bas salaires stagnent.**



Le minimum vital n'est pas suffisant. Notamment, le forfait pour l'entretien de l'aide sociale est trop bas.



Le soutien aux familles est insuffisant en Suisse. **Environ un enfant sur cinq est touché ou menacé par la pauvreté.** Une tendance qui est à la hausse depuis 2014.



Les pauvres ne profitent pas des baisses d'**impôts**, mais l'**augmentation de la TVA** les impacte beaucoup plus que les riches.



«En tant que société, nous devons veiller à offrir une plus grande égalité des chances et un meilleur équilibre. Il est inadmissible que plus de 16% de la population – dont de nombreuses familles et enfants – voient leurs perspectives fortement réduites et soient confrontés au souci quotidien de garantir leur subsistance», appuie Peter Lack.

Ces chiffres alarmants pour un pays qui prône la solidarité sont peu pris en compte par les pouvoirs publics puisqu'une motion demandant l'augmentation de la franchise minimale de l'assurance maladie – qui passerait de 300 à 400 fr. et suivrait l'évolution des coûts de la santé – a été acceptée par le Parlement. Elle a poussé le gouvernement à mettre en consultation un projet de loi allant dans ce sens début mars 2026. Cette franchise minimale plus élevée frapperait en premier lieu les plus pauvres, les personnes âgées et les malades chroniques, qui n'ont aucune marge de manœuvre pour choisir une franchise plus élevée du fait de leur état de santé ou de leur petit budget.

Pour des milliers de familles et de personnes seules en Suisse, s'acheter à manger, des produits ménagers ou d'hygiène est devenu vraiment difficile. Parmi les 22 épiceries que compte le réseau régional de Caritas en Suisse, qui ont presque toutes constaté une augmentation de leur clientèle, celle de Fribourg a été la plus visitée durant le dernier trimestre 2025. La fréquentation a augmenté de 18% par rapport à 2024, avec 80'000 passages en caisse comptabilisés pour l'année contre 67'000 précédemment.



« J'ai voulu rendre ce que l'on me donnait »

Dans la file qui s'est formée dès l'ouverture, il y a Sylvia, 70 ans, qui peine à joindre les deux bouts malgré sa rente AVS et des prestations complémentaires comprenant notamment une subvention pour payer son assurance maladie. Si sa franchise augmente, comme beaucoup d'autres personnes qui ne vont plus se faire soigner par peur de ne pas pouvoir payer la facture, elle hésitera à aller consulter un médecin si nécessaire. Sylvia reste cependant positive, même si sa situation ne l'est pas. Elle, qui n'a pas pu partir en vacances depuis quinze ans, se dévoue encore pour les autres. « Quand j'ai su que je pouvais venir faire mes courses à l'épicerie de Caritas Fribourg, j'ai trouvé cela extraordinaire. J'ai immédiatement voulu rendre ce que l'on me donnait en devenant moi-même bénévole. » Sylvia a toujours gagné sa vie en travaillant près de quarante ans au guichet de la poste. Elle n'a pas honte de parler de sa situation. « Je témoigne de ma précarité, car il

faut bien que quelqu'un le fasse et que l'on sache ce qui se passe pour beaucoup de personnes qui ont travaillé toute leur vie. »

« On renonce à prendre la parole, et à ce silence assourdissant répond une indifférence... »

Pourtant, Elisabeth Baume-Schneider, conseillère fédérale, cheffe du Département de l'intérieur, en charge notamment des assurances sociales et de la santé, est parfaitement consciente de l'immense travail qu'il reste à faire pour stopper la pauvreté en

Suisse. Invitée du dernier Forum de Caritas Suisse en janvier dernier, elle a affirmé qu'en tant qu'ancienne assistante sociale, elle avait elle-même fait appel à Caritas Jura pour aider certaines des personnes qu'elle avait prises en charge.

« Invisible, quand elle n'est pas invisibilisée, la pauvreté est bien souvent vécue comme un échec personnel, de manière honteuse », a relevé la conseillère fédérale en soulignant les dégâts collatéraux du silence sur cette problématique. « On renonce à prendre la parole, et à ce silence assourdissant répond une indifférence, une indifférence qui prend différentes formes. Force est de constater un manque d'intérêt, d'attention, qui se manifeste jusque dans le discours politique actuel. La problématique de la pauvreté étant reléguée à la marge, à l'instar des hospices d'autrefois », a-t-elle fait remarquer en insistant : « Il n'a pas fallu attendre les résultats du premier monitoring de la pauvreté en Suisse, un travail de fond, remarquable et très fouillé, réalisé par l'Office fédéral des assurances sociales et approuvé en novembre dernier par le Conseil fédéral, pour savoir que dans notre pays si prospère, la pauvreté est aujourd'hui en cours. Le rapport ne laisse aucun doute, démontrant que quasiment personne n'est à l'abri d'un coup du sort pouvant nous faire basculer dans l'inconfort, mais surtout aussi dans le stress, le stress de la pauvreté. Le thème de la pauvreté devrait donc être au cœur de nos débats politiques. » ■■■



Sylvia, cliente de l'épicerie de Caritas Fribourg, s'engage elle aussi pour les autres.



Fact checking



C'EST FAUX

La Suisse est un pays riche et la pauvreté y est un phénomène marginal.



C'EST VRAI

La pauvreté n'est pas un phénomène marginal: 1,45 million de personnes vivant en Suisse sont considérées comme pauvres, ou menacées par la pauvreté. Si le minimum vital social était relevé de seulement 500 fr. par mois, le taux de pauvreté doublerait. ■■■

Une stratégie nationale pour lutter contre la pauvreté

— Propos recueillis par Corinne Jaquiéry
Photo : Nils Sandmeier



Astrid Wüthrich

Directrice de la plateforme nationale contre la pauvreté depuis 2021, Astrid Wüthrich a également piloté le rapport sur le monitoring de la pauvreté.

Quelle est votre fonction exacte dans le cadre du monitoring de la pauvreté?

Je suis vice-directrice à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et responsable notamment du dossier de la pauvreté. Mon équipe a reçu le mandat de réaliser le monitoring national de la pauvreté. Nous serons aussi responsables de l'élaboration de la stratégie fédérale prévue pour 2027. Ce travail consiste à analyser les données disponibles et à identifier les groupes particulièrement exposés, afin de disposer d'une base solide pour orienter les décisions politiques.

Que signifie concrètement élaborer une stratégie nationale contre la pauvreté?

Une politique publique repose surtout sur trois éléments. D'abord, un réseau d'acteurs – Confédération, cantons, communes et organisations – qui permettent d'échanger et de coordonner les actions. Ensuite, une orientation commune, un cadre stratégique qui n'existe pas aujourd'hui en Suisse. Enfin, des mesures concrètes qui permettent d'atteindre les objectifs de la stratégie. L'idée est que la stratégie fixe le cap sur plusieurs années, tandis que les mesures pourront évoluer ou être complétées au fil du temps.

Pourquoi la Suisse n'avait-elle pas encore de stratégie nationale jusque-là?

Entre 2014 et 2024, il y a eu un programme national puis une plateforme contre la pauvreté qui a surtout permis de travailler sur des thématiques spécifiques liées à la pauvreté et d'organiser des colloques afin de présenter les résultats ainsi que des exemples de bonne pratique. Le projet actuel découle d'un mandat du Parlement donné fin 2024. Sur cette base, le Conseil fédéral a décidé de développer un ensemble cohérent afin de renforcer la prévention et la lutte contre la pauvreté en Suisse comprenant trois volets: le monitoring de la pauvreté, une stratégie nationale et une plateforme d'acteurs qui peut coordonner les mesures prises aux différents niveaux fédéraux. L'objectif est de mieux coordonner les politiques existantes et de

leur donner des nouvelles impulsions, de favoriser les échanges entre institutions et d'identifier plus clairement les besoins d'action.

La Confédération a-t-elle déjà mis en place des mesures concrètes contre la pauvreté?

Oui, de nombreuses mesures existent déjà, même si elles ne sont pas toujours présentées explicitement comme des politiques de lutte contre la pauvreté. Le monitoring montre notamment l'importance des assurances sociales telles que l'assurance chômage et l'assurance invalidité et des prestations sous condition de ressources, comme la réduction individuelle des primes d'assurance maladie ou les prestations complémentaires. Sans ces instruments, le taux de pauvreté serait nettement plus élevé.

Qu'en est-il de l'intégration sur le marché du travail?

La Confédération agit aussi à travers des politiques d'intégration professionnelle. L'assurance chômage, l'assurance invalidité ou encore les programmes d'intégration contribuent à prévenir la pauvreté. Un autre objectif important est par exemple que 95% des jeunes obtiennent une formation du degré secondaire II, car la formation reste l'un des meilleurs moyens de réduire les risques de pauvreté et de favoriser une participation durable au marché du travail.

Quel sera le principal défi pour la future stratégie?

Le défi consiste surtout à mieux relier les mesures existantes et les nombreux acteurs impliqués. Avec le monitoring, nous disposons d'une base de données telle qu'elle n'a jamais existé en Suisse jusqu'à nos jours pour identifier où les interventions sont les plus efficaces. La stratégie pourra ainsi s'appuyer sur un large éventail de politiques déjà en place et améliorer leur coordination afin de renforcer leur impact et d'éviter les lacunes dans le système de soutien. ■■■



En 2026
16,4%
de la
population est
pauvre
ou
menacée
de pauvreté

Source : Office fédéral de la statistique



La prospérité à deux vitesses

— **Commentaire :**

Corinne Jaquiéry - Rédactrice en chef

La Suisse est riche, mais 1% de la population détient 42% des richesses. À l'autre bout du spectre, deux tiers de la population n'en possède que 3% et beaucoup n'en ont aucune. L'écart se creuse d'année en année. Et si pour l'instant les plus riches paient une grande partie des impôts qui participent à faire fonctionner notre système social solidaire, la tendance est à la baisse. Les riches sont donc soulagés, mais les pauvres, eux, sont accablés, car ils ne profitent pas des baisses d'impôts et l'augmentation de la TVA les impacte beaucoup plus que les riches.

Depuis peu, un nouveau conflit participe à dérégler l'économie mondiale et à augmenter le prix des produits de première nécessité. Il faut observer avec attention ce qui se passe pour les plus pauvres dont la survie ne tient qu'à un fil et être prêts à les soutenir en développant notamment les mesures existantes. Plus inégalitaire que les États-Unis en matière de répartition de la richesse, notre pays doit en prendre conscience et tout mettre en œuvre pour que notre société reste le plus égalitaire possible sous peine de faire très mal à notre démocratie. —



125 ans de Caritas Suisse

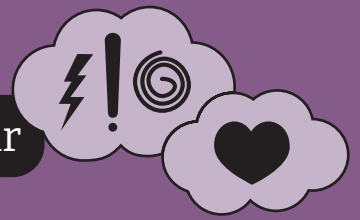
Caritas Suisse fête 125 ans d'engagement contre la pauvreté. Depuis 1901, l'association indépendante s'engage en Suisse et dans le monde entier pour la solidarité, la dignité et l'humanité. Elle prévient, atténue et combat la pauvreté en Suisse et dans une vingtaine de pays. Son siège est à Lucerne et elle est membre du réseau international de Caritas, lequel comprend 160 organisations dans le monde.

En collaboration avec les Caritas régionales, Caritas Suisse soutient les personnes touchées par la pauvreté ou la précarité en Suisse: familles, familles monoparentales, personnes sans emploi ou travailleurs pauvres. Dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'asile et de l'intégration, Caritas Suisse propose des offres et des solutions variées.

En 2026, Caritas Suisse souhaite continuer à offrir des perspectives, renforcer sa lutte et trouver des réponses et des mesures efficaces pour un monde sans pauvreté.

Intitulé *La pauvreté ici et aujourd'hui. Perspectives, modèles, contradictions*, son nouvel Almanach social 2026 propose un état des lieux de la situation des personnes touchées par la pauvreté et publie également les principales conclusions du nouveau monitoring national de la pauvreté réalisé par la Confédération. ■

Billet d'humeur



La honte doit changer d'épaules

— Texte : d'Emilie Gasc, productrice et animatrice de *La ligne de cœur*

En Suisse, pays de prospérité aux vitrines étincelantes, l'opulence est éclatante et la pauvreté se cache. Elle se tait, se recroqueville, se charge d'une honte injuste, comme si manquer d'argent était une faute. La pauvreté n'est ni un vice ni une paresse. Elle n'est pas un défaut de caractère ni un échec intime. Elle est le produit de choix politiques et économiques qui concentrent toujours plus de richesses au creux de mains toujours moins nombreuses et toujours plus avides.

On ne devient pas pauvre par manque de volonté, mais parce que l'égalité des chances est empêchée, que les loyers et les assurances explosent, que le prix du panier de courses augmente et que les salaires stagnent, nombreuses et nombreux en témoignent dans *La ligne de cœur*.

Oui, la honte doit changer d'épaules.

Elle ne doit plus peser sur celles et ceux qui manquent, mais sur celles et ceux qui possèdent trop et ne partagent pas. La dignité n'est pas une récompense réservée aux gagnants: c'est un droit. À vous qui vous sentez affligés par le manque d'argent, je veux dire ceci: la pauvreté n'enlève ni la valeur, ni la légitimité. Elle ne définit pas qui vous êtes. Redressez la tête. Sortez. Marchez droit, le menton haut. Fredonnez, chantez si vous en avez l'envie. Montrez-vous. Vous n'avez rien à cacher. Vous avez le droit d'être là. Le droit d'occuper l'espace. Le droit de demander et d'obtenir. Vous n'avez pas à vous excuser d'exister.

Notre prospérité n'a de sens que si elle est utile, si elle contribue à la dignité commune, quant à la honte, elle n'est jamais dans les mains vides, elle est dans les mains qui ne s'ouvrent pas. ■



Stephan Eicher

« Je suis dans l'équipe des humains »

— Texte : Corinne Jaquiéry - Photo : Tabea Häberli

Stephan Eicher vient de sortir *Poussière d'or*, un nouvel album qui fait la part belle à l'altérité. Pour *Caritas.mag*, il a accepté de parler de son approche de la pauvreté.



stephan-eicher.com

Avec pudeur, presque à reculons, mais sans jamais esquiver, Stephan Eicher évoque la pauvreté qu'il a côtoyée au début de sa carrière. Lui, qui a quitté l'école à 16 ans, enchaîné les boulots de nuit et connu les marges avant de remplir les salles, ne romantise rien. Les obstacles, dit-il, lui ont donné un muscle. L'humour, une protection. Et la musique, un espace où l'on se retrouve – au-delà des langues, des frontières et des fractures sociales.

Quand avez-vous pris conscience de la pauvreté ?

À 17 ans, en partant vivre à Zurich. Je me suis retrouvé au cœur de réalités très dures : drogue, délinquance, vies cabossées. J'habitais littéralement dans le quartier chaud. Plus tard, devenu père très jeune, nous vivions à trois dans une seule pièce. Mais je ne veux pas me plaindre : c'était aussi mon choix d'être musicien. La pauvreté ne se limite pas à l'argent. C'est la formation, le réseau, la possibilité d'inviter des amis chez soi. Quand on perd son travail, on peut perdre sa place dans le monde. Et que cela existe en Suisse, un pays aussi structuré, c'est choquant, un scandale ! Dans un pays comme le nôtre, cela ne devrait pas être tolérable.

Votre parcours artistique est-il lié, d'une manière ou d'une autre, à des réalités sociales comme la pauvreté ou les inégalités ?

Oui, mais pour moi, cela a plutôt été une chance. Les difficultés m'ont donné un muscle. J'ai quitté l'école à 16 ans et enchaîné les pires petits boulots : nettoyer des boucheries, travailler la nuit à la poste, charger des camions dans des imprimeries. J'ai connu la fatigue physique, les horaires impossibles. Mais je ne pouvais pas faire autrement que de faire de la musique. Ce n'était même pas une passion romantique. C'était un fait. Les problèmes m'ont toujours obligé à inventer. Pendant la pandémie, j'ai monté un théâtre en plein air. Cinquante personnes masquées, économiquement, c'était absurde, artistiquement, c'était vital. La moitié de moi se nourrit par le ventre, l'autre par le geste artistique et le retour du public. Si je ne fais pas ce geste-là, quelque chose s'éteint.

Peut-on dire que vos chansons sont engagées ?

Je dirais humaines plutôt qu'engagées. Je ne me lève pas le matin pour changer la société. Ce serait arrogant. Déjà, influencer ses proches, c'est compliqué. Mais je prends au sérieux la responsabilité du geste artistique. Une chanson peut accompagner quelqu'un dans un moment difficile. Un concert peut rassembler des inconnus dans une même émotion. Cela ne transforme pas le monde, mais cela crée un instant d'unité. Pendant la pandémie également, j'ai découvert combien les yeux des gens sont beaux derrière les masques. Même l'empêchement peut révéler une intensité nouvelle.

Êtes-vous un pont entre les cultures suisses ?

C'est plus simple qu'on ne le croit. Je prends une chanson bernoise qui sonne comme du Brassens, je glisse deux ou trois blagues, et les gens se sentent réunis. Construire ce pont demande de l'esprit et de l'attention, pas un diplôme d'ingénieur. C'est une affaire d'écoute.

Vous évoquez souvent l'humour comme une force ?

Du côté de mon père, je viens d'une famille yéniche. La sensation d'être différent, je la connais. On peut la vivre comme une honte ou la transformer en armure. L'humour me sauve. Pas le sarcasme – il blesse – mais l'ironie douce, le rire partagé. Il rend les choses plus légères sans les nier. Il permet de rester debout sans se durcir.

Face à la précarité croissante, que faudrait-il faire ?

Je n'ai pas de solution miracle. Mais la Suisse pourrait être un laboratoire social. Nous sommes peu nombreux, organisés, stables. Tester des modèles, expérimenter sans idéologie, observer ce qui fonctionne. Oser réfléchir à des mécanismes nouveaux plutôt que défendre des positions figées. Pendant la pandémie, j'ai proposé à mes musiciens que chacun reçoive la même somme chaque mois, qu'il travaille ou non. Ils ont préféré être payés à l'heure. Cela m'a surpris. La solidarité ne va jamais de soi, elle se discute.

Vous-même avez-vous dû demander une aide publique?

Oui, une fois, quand j'avais des difficultés pour monter une pièce musicale de théâtre en 1983, *Der Hundeschwindel von Moskau*, j'avais fait une demande de soutien à Pro Helvetia, mais on m'a répondu non. Sur le moment, c'était dur. Avec le recul, cela m'a donné une certaine sérénité, d'y arriver seul. Mais c'est mon histoire. Je suis privilégié, gâté par la vie qui est généreuse avec moi. Je ne généralise pas. Beaucoup n'ont pas cette marge.

Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir?

Choisir son camp. Le mien est simple: l'équipe des humains. Pas une étiquette politique. Juste des êtres avec deux yeux, un nez, des défauts, des envies. Je peux être fatigué, sombre parfois. J'essaie aujourd'hui d'être plus lumineux. On ne peut pas tout porter. Mais si mes chansons peuvent, ne serait-ce qu'un instant, prendre quelqu'un dans les bras et lui rappeler qu'il fait partie de cette équipe-là, alors je marque un but. Et cela me suffit. ■■■■

11

*Je plains celui
qui reste en arrière
Je plains celui
qui reste là
À genoux dans
la poussière
À attendre ce qui
ne vient pas*

Extrait de la chanson
Je plains celui de Philippe Djian
et Stephan Eicher



17 août 1960

Naissance de Stephan Eicher à Münchenbuchsee, en Suisse

1981

Premier album avec Grauzone

1985

Sortie de l'album *I Tell This Night*, le propulsant sur la scène internationale



1991

Album *Engelberg*, incluant des tubes majeurs comme *Déjeuner en paix* ou *Pas d'ami comme toi*



2000

Dans les années 2000, Stephan Eicher multiplie les albums et les expériences musicales originales seul ou en groupe

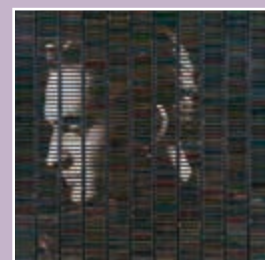
2021

Grand Prix suisse de musique et face au covid, *Le radeau des inutiles* est en tournée



2026

Tournée pour l'album *Poussière d'or*



« Caritas est un petit miracle ! »



— Propos recueillis par Mario Togni – Photo: Caritas Genève

Après quarante ans de comité et treize années comme président de Caritas Genève, Jean-Philippe Trabichet tire sa révérence. Un engagement hors norme qui méritait bien un bilan.

Jean-Philippe Trabichet, président de Caritas Genève, s'apprête à passer la main. La personne qui lui succédera sera désignée en mai 2026. Une transition tout en douceur et bien préparée, qui n'en est pas moins forte en émotion pour un homme d'engagement, qui a œuvré au sein de l'institution depuis plus de quarante ans. Interview.

Comment êtes-vous entré à Caritas Genève?

Ma mère travaillait comme assistante sociale chez Caritas. Moi, j'y suis arrivé à travers Caritas Jeunesse, en participant à des camps de vacances, puis comme moniteur et chef de camps bénévole. En 1981, alors que j'étais étudiant, le directeur de l'époque, Jean Grob, m'a engagé comme responsable de Caritas Jeunesse, qui était encore un secteur de Caritas Genève. Ma mère s'y est opposée, en vain! Une fois mes études terminées, j'ai petit à petit entamé ma carrière de prof et j'ai dû lâcher mon poste. J'ai néanmoins gardé un pied dans l'institution en rejoignant très vite son comité, dès 1986.

Et puis il y a l'informatique...

Oui, j'ai fait des études d'informatique et mon mémoire de licence portait sur le projet d'informatisation du secteur réfugiés de Caritas Genève. Dès 1982-1983, on a installé les premiers ordinateurs et commencé à informatiser différents secteurs, la gestion des comptes désendettement, les inscriptions à Caritas Jeunesse. Dix ans plus tard, alors professeur à la HEG, j'ai aussi impliqué mes étudiant-es, assistant-es, et même mes fils, qui ont créé le support informatique de Caritas Genève!

En 2013, vous devenez président de Caritas Genève. Une évidence?

Non, je ne voulais pas spécialement être président! J'ai été très longtemps vice-président et ça me convenait très bien. J'étais aussi déjà président de Caritas Jeunesse, au moment où l'association a pris son autonomie. Néanmoins, je me suis lancé pour succéder à François Membrez, et j'ai exercé cette fonction avec beaucoup de plaisir. En tant que président, j'ai toujours œuvré pour que le comité ne se mêle pas de la gestion quotidienne. Ça a été mon leitmotiv. Il faut garder le recul nécessaire pour avoir une vision stratégique globale.

Que représente Caritas pour vous?

Caritas a une image extraordinaire. Dans la vie de tous les jours, je me présente comme ancien prof, doyen de section, etc. Et puis je dis: dans une autre vie, je suis président de Caritas Genève. Et là, les gens sont admiratifs. Pas de moi, mais de Caritas! Le nom Caritas est connu dans le monde entier. Ici, il apparaît sur des épiceries, des camionnettes. Tout le monde ou presque connaît quelqu'un qui a été aidé par Caritas.

À titre personnel, cet engagement bénévole est très valorisant. On a d'un côté sa vie professionnelle, son métier. Et de l'autre, il y a cette vie associative où l'on est rétribué en reconnaissance, en étant utile à la société.

Publicité


COMPTOIR IMMOBILIER
RÉGISSEURS DEPUIS 1825

**NOTRE MISSION,
FAIRE VIVRE VOS PROJETS !**

www.comptoir-immo.ch



Comment l'institution a-t-elle évolué?

Caritas Genève a évolué avec la société. Il y a quarante ans, Caritas Genève était une association d'amis qui voulaient faire du bien. Les salaires étaient très faibles et il y avait surtout beaucoup de bénévoles très engagés. Il n'y avait pas, ou très peu, de comptabilité. Petit à petit, Caritas s'est professionnalisée. Nous avons développé des liens avec l'école sociale (aujourd'hui HETS, ndlr), et décidé que tous les assistants et assistantes sociales devaient être diplômés. Nous avons introduit des processus, formalisé beaucoup de choses. Surtout, nous avons toujours répondu présent quand il le fallait, à chaque mouvement de réfugiés, à chaque crise sociale. Je dis souvent: Caritas est un petit miracle!

Comment la précarité a-t-elle évolué?

Il y a une précarité latente en Suisse que peu de gens imaginent. Elle est apparue au grand jour avec le covid, les gens qui font la queue pour aller manger. Chez Caritas, nous avons très tôt travaillé sur la notion de working poor. S'il y a aujourd'hui un salaire minimum à Genève, c'est aussi le résultat de constats que nous et d'autres associations avons faits.

Cela dit, je suis quelqu'un de profondément optimiste et je pense que l'humanité se porte mieux aujourd'hui qu'il y a quarante ou cinquante ans, de tous points de vue: précarité, santé, espérance de vie.

Est-ce qu'un projet vous a particulièrement marqué?

Peut-être la transition d'un traitement de la précarité essentiellement réactif vers un traitement plutôt préventif. La création du Service Formation Jeunes (anciennement Voie 2) en est le meilleur exemple. Plutôt que de guérir, essayons d'éviter que la précarité ne s'installe. Quand je suis arrivé à Caritas, cela n'existait pas.

L'image de Caritas a-t-elle changé?

Elle a évolué mais elle n'a pas fondamentalement changé. Caritas reste un pilier, une référence dans la lutte contre la précarité, un nom reconnu à travers le monde. C'est une constante extraordinaire sur laquelle nous pouvons aujourd'hui nous appuyer. Et je suis convaincu que nos futures générations d'employés et de bénévoles pourront le faire aussi.

Comment appréhendez-vous ce départ?

J'ai toujours dit qu'il ne fallait pas rester au-delà de la retraite. Pour être au comité de Caritas, il vaut mieux encore être aux affaires, connaître le langage de la société, où tout évolue très vite. Je suis finalement resté une année de plus que prévu, mais c'est le bon moment! Il y a actuellement un comité extraordinaire, avec des jeunes, avec des femmes, ce qui était très rare à mes débuts. Je suis très serein! ■■■

Publicité

ENTREPRISE GÉNÉRALE	
Arn, Wüthrich & Frigério s.a.	
BÉTON ARMÉ - MAÇONNERIE - GYPSERIE - PEINTURE	
15-17, rue du Tunnel - 1227 Carouge	
Tél. 022 732 23 94 - Fax 022 738 16 18	
e-mail: entreprise@awfsa.com	



Après l'enfer de Gaza, un accueil bienveillant à Genève

— Texte: Mario Togni - Photo: Caritas Genève

Durant quatre mois, des bénévoles engagé·es par Caritas ont accompagné les quatre familles gazaouies accueillies à Genève dans le cadre d'une évacuation médicale humanitaire.

Le plus jeune avait 3 mois lors de son arrivée. Entre fin octobre et fin novembre 2025, quatre familles gazaouies (17 enfants et 8 adultes) ont été accueillies à Genève dans le cadre d'une évacuation médicale humanitaire coordonnée par la Confédération et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec le soutien de Médecins sans frontières (MSF). Elles ont été sélectionnées en raison de besoins médicaux urgents de quatre enfants, pris en charge par les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Parmi leurs frères, sœurs et parents, plusieurs ont aussi subi des blessures de guerre et souffrent de problèmes de santé restés sans traitement.

Caritas Genève a été sollicitée, en coordination avec d'autres partenaires, pour trouver des logements et assurer un accompagnement bénévole des familles au cours des premiers mois de leur vie à Genève. Cette opération solidaire a pu être montée en quelques semaines grâce à l'engagement de nos équipes et la mobilisation de nombreuses personnes issues de la communauté arabophone à Genève, avec le soutien financier de Caritas Suisse.

« Un travail incroyable »

Au total, neuf « personnes relais » se sont lancées dans l'aventure, coordonnées par Nora Mansell, engagée par Caritas Genève pour assurer ce rôle. « Le travail accompli à Genève a été incroyable », insiste-t-elle. « Grâce à ce programme, ces personnes ont pu être accueillies à bras ouverts. »

Après deux ans sous les bombes de Gaza, devenu un désert médical, ces quatre familles comptent parmi les rares qui ont bénéficié d'une évacuation vers la Suisse. Fin octobre 2025, l'OMS estimait encore à près de 16'000, dont 3800 enfants, le nombre de patient·es nécessitant une évacuation pour obtenir des soins d'urgence à l'étranger.

« ces personnes
n'avaient pour la
plupart jamais été
autorisées à quitter
Gaza auparavant »



Sorties de la bande de Gaza via la Jordanie, ces familles ont été prises en charge sur place par MSF, avant de prendre l'avion vers la Suisse. « Déjà traumatisées par la guerre, ces personnes n'avaient pour la plupart jamais été autorisées à quitter Gaza auparavant », raconte Nora Mansell, présente dès leur arrivée sur le tarmac de l'aéroport de Cointrin.

La première tâche des bénévoles, tous arabophones, a donc été de rassurer, du mieux possible, des gens parachutés dans un monde inconnu, et dans le plus grand dénuement. Les Gazaoui-es évacués-es ont en effet été autorisés-es par le gouvernement israélien à quitter le territoire avec pour seuls effets personnels un téléphone et des papiers d'identité dans un sac plastique.



De gauche à droite: Katia Hechmati, coresponsable du Service de l'Action sociale, Nora Mansell, coordinatrice des bénévoles « personnes relais », Anne Grosser et Pauline Savelieff, collaboratrices du Pôle hébergement de réfugiés chez l'habitant.

Des soins pour toutes et tous

Une fois à Genève, la priorité a été leur prise en charge médicale. L'évacuation a été rendue possible pour quatre enfants (entre 3 mois et 12 ans), mais tous les accompagnant-es avaient besoin de soins. « Ces personnes nécessitent des soins médicaux et chirurgicaux hautement spécialisés ainsi qu'un soutien psychologique », écrivaient les HUG dans un communiqué.

Depuis l'aéroport, alors que les enfants malades ou blessés étaient transférés à l'hôpital, les familles ont été conduites dans leurs logements, dénichés, rafraîchis et meublés par les équipes de Caritas Genève. « Le frigo était plein et des bénévoles avaient préparé un repas palestinien. On a tout fait pour humaniser leur arrivée », poursuit Nora Mansell, elle-même suisse et palestinienne, installée à Genève depuis 2003. Une carte de paiement leur a été fournie par l'Hospice général pour se nourrir, ainsi que des bons pour s'habiller au Vestiaire social. Toutes les personnes évacuées sont au bénéfice d'un permis N (requérant d'asile).

Le temps de la transition

Les jours suivants, la chaîne de solidarité s'est mise en place. Les « personnes relais » les ont accompagnées pour les premières visites à l'hôpital, au supermarché, aux Épiceries Caritas, au Vestiaire social, et pour leurs premiers rendez-vous administratifs avec l'Hospice général ou encore l'Office cantonal de la population. Un travail immense, qui a vite nécessité de renforcer l'équipe bénévole. « Il y a un tel volume de choses à faire, tellement de rendez-vous, notamment médicaux. C'était bien plus d'engagement que nous avions imaginé », admet Nora Mansell.

Quelques mois plus tard, la situation s'est stabilisée, même si les besoins demeurent. Tous les enfants en âge scolaire sont désormais scolarisés et les familles sont de plus en plus autonomes. Le temps de la transition est venu, alors que le dispositif a toujours été prévu comme temporaire. Le contrat de Nora Mansell avec Caritas Genève a pris fin à mi-février. « Un lien fort s'est créé entre les bénévoles et les familles, donc nous allons continuer à être en contact et à les appuyer », relève-t-elle.

Pour Katia Hechmati, coresponsable du Service de l'Action sociale chez Caritas Genève, ce dispositif montre à nouveau la capacité de l'institution à répondre très rapidement et avec une grande agilité à des situations d'urgence. « Nous avons pu avec ce projet apporter un peu d'humanité là où il en manque cruellement, à la fois pour les personnes réfugiées, mais aussi pour les bénévoles, qui nous ont remerciés de les avoir réunies, comme dans une famille. »



BOSSON+RAPO SA
Installation de chauffages
Révision de citernes
www.bossonrapo.ch

Votre confort, notre métier

- Dépannages 24h sur 24h
- Installations et révisions de citernes
- Solaire thermique
- Installations thermiques toutes énergies
- Surveillances de chaufferies
- Bilans énergétiques
- Pompes à chaleur Géothermie - Aérothermie
- Demandes d'autorisation

Bosson+Rapo SA
Ch. de la Marbrerie 6
CH - 1227 Carouge
Tél: 022.343.88.91
Mail: info@bossonrapo.ch

« Mettre un peu de lumière là où il n'y en a pas »

— Texte: Sévane Haroutunian – Photo: Miguel Bueno



Dans le cadre de notre Permanence pénale précarité (PPP), une équipe d'avocat·es bénévoles, dont fait partie Maître Claire Dechamboux, peuvent être sollicité·es. Portrait.

Maître Claire Dechamboux n'est pas dans la rue ou dans un cortège à crier des slogans, pourtant c'est une véritable âme de militante que l'on découvre à travers le travail invisible qu'elle mène au quotidien. Avocate bénévole pour Caritas Genève et d'autres associations, Maître Dechamboux a coconstruit avec l'équipe du Pôle de médiation intercommunautaire de Caritas Genève – et d'autres confrères et consœurs – le projet de la Permanence pénale précarité (PPP), lancé en septembre 2025. Cette permanence à caractère juridique se concentre sur les infractions pénales qui frappent de manière disproportionnée les personnes en situation de précarité (lire ci-contre).

Membre du comité de l'association Aux 6 logis, Claire Dechamboux a également travaillé au service juridique du Centre social protestant et à F-information (droit de l'immigration), ainsi que pour diverses ONG en lien avec les mineurs non accompagnés. En 2024, elle s'est mise à son compte et s'est spécialisée dans les cas de violences domestiques. Un parcours qui laisse deviner un engagement surpassant la seule bonne conscience professionnelle.

Quant au bénévolat, «je me suis installée à mon compte pour cela, explique-t-elle. Dans les études où j'ai travaillé, je n'aurais pas pu le faire. Et en tant qu'avocate pour une structure associative, on ne peut pas aller devant les tribunaux, en tout cas pas au pénal. Comme indépendante, je peux dégager du temps pour faire du *pro bono*. Cela fait partie de l'aspect militant et de la fonction de notre travail, qui est de défendre ceux qui n'en ont pas les moyens. C'est essentiel, c'est un devoir citoyen.»



Publicité

CERUTTI SANITAIRES
ÉTUDIÉ CONSTRUIRE RÉNOVER
cerutti-sanitaires.ch

CERUTTI HomeDesign
HÉRITAGE BEAUTÉ EXIGEANCE
ceruttihomedesign.ch

Vos partenaires à Genève.



En septembre 2025, le Pôle de médiation intercommunautaire de Caritas Genève ouvrira une Permanence pénale précarité (PPP) sur le Bateau Genève. Cette permanence à caractère juridique oriente et conseille les personnes en situation de précarité sur les infractions pénales qui les touchent de manière disproportionnée (mendicité, occupation illicite de l'espace public, séjour illégal et autres infractions similaires). Si nécessaire, l'équipe sur place transmet les ordonnances pénales à des avocats bénévoles et rassemble tous les documents et procurations, afin que les avocats puissent faire opposition.

La création de cette permanence intervient dans un contexte de criminalisation croissante des personnes en situation de précarité, qui se voient infliger des amendes ciblant la pauvreté et débouchant parfois sur des peines de prison.

Ce projet intègre aussi le développement informatique d'un outil statistique, dans le but de récolter un nombre de données importantes sur le long terme (lieu et raison de l'interpellation, ethnicité, âge, si la personne est racisée, etc.).

Maître Dechamboux compte beaucoup de travailleurs et travailleuses sociales parmi ses ami·es: «J'aurais pu être assistante sociale, mais j'ai choisi le droit», plaisante-t-elle... Grâce à son entourage, ses engagements associatifs et son expérience, elle connaît parfaitement le réseau et les problématiques liées à la très grande précarité, notamment la question de domiciliation lorsque les personnes dorment dans la rue. «Cette nouvelle permanence est un besoin, on le constate tous les jours, surtout que les services juridiques de toutes les associations sont complètement surchargés», précise-t-elle.

Le Ministère public, lui aussi, est surchargé par une accumulation d'affaires mineures, et les prisons surpeuplées, avec un nombre incalculable de personnes privées de liberté pour des jours-amendes qu'elles sont dans l'impossibilité de payer... «Il y a un vrai problème de politique pénale à Genève, insiste-t-elle. Cette PPP est très importante car elle permettra de donner un outil de base, des chiffres et des statistiques. Nous pourrions ainsi agir en termes de plaidoyer et prouver à nos autorités que cette réalité existe. Mais également trouver des fonds pour les services juridiques des associations.»

L'avocate confirme ce que les équipes de terrain constatent quotidiennement: «Il y a une vraie politique de criminalisation de la précarité. Mais on peut faire quelque chose, car nous parvenons à faire réduire les peines.»

Plus jeune, Claire Dechamboux aspirait à faire du plaidoyer et avait foi dans les organisations internationales. «Je voulais faire des droits humains à la base. J'ai toujours eu un fort sentiment par rapport à la justice et l'injustice. En étant bénévole pour les associations, je me suis vite rendu compte qu'il y avait un besoin concret et qu'on pouvait aussi aider les gens simplement. Changer les choses, c'est aussi les changer à un niveau micro, plus que macro. C'est mettre un peu de lumière là où il n'y en a pas.» ■■■



Plus d'infos

Publicité

**génération digitale,
+ qu'une copie
conforme**
devillard.ch

GED · COPIEURS · IT
devillard

montefusco & fils sa
Parquets
Revêtements de sols
Nettoyages
Boulevard d'Yvoy 1A - 1205 Genève
Tél. 022 320 44 44 - Fax 022 321 22 02
Julien 076 358 89 93
Antonio 079 624 34 05
info@entreprisemontefusco.ch
www.entreprisemontefusco.ch

Appels à votre soutien

Caritas Genève compte sur votre générosité pour donner un coup de pouce à des personnes ou à des familles en difficulté.

— 218

Juste un coup de pouce

Claire vit seule avec son chien Milo. Il y a quelques semaines, Milo est tombé malade et Claire a dû l'emmener chez le vétérinaire pour des examens et des soins. Elle n'a pas hésité, car pour elle, Milo fait partie de sa vie et de son quotidien. Heureusement, son état s'est amélioré. Les soins ont toutefois entraîné une facture de 1450 fr. Pour Claire, dont le budget est très serré, cette dépense imprévue a fragilisé une situation bien calculée. Malgré ses efforts, il lui manque encore **690 fr.** pour pouvoir régler cette facture sans se mettre en difficulté pour les mois à venir. Un soutien lui permettrait de traverser cette dépense exceptionnelle avec un peu plus de sérénité et de continuer à avancer sans s'endetter.

Catia Carrasqueira

— 219

De nouveaux projets de vie

Isabel, 31 ans, a obtenu son permis B en automne 2025. Cette bonne nouvelle est venue récompenser plusieurs années de vie sans statut légal à Genève. Arrivée très jeune en Suisse, elle s'est toujours démenée pour ne dépendre de personne. Grâce à ses grandes capacités et son envie de s'intégrer, elle a rapidement appris le français, trouvé du travail ainsi qu'un logement. Ce changement de statut l'a conduite à s'affilier auprès d'une assurance maladie. La première facture LAMal, qui regroupait plusieurs mois, est arrivée en mars dernier. À ce moment, elle revenait d'un voyage auprès de sa mère, qu'elle n'avait pas revue depuis onze ans! Bien qu'elle ait mis de l'argent de côté, cette facture de **781 fr. 10** l'a mise en grande difficulté à son retour. Isabel serait très reconnaissante d'obtenir une aide pour s'acquitter de cette somme et se concentrer sur ses projets de réorientation professionnelle en 2026!

Caroline Gomez Keizer

— 220

Cours de judo pour Leandro

Alberto et Myriam vivent en Suisse depuis plus de quinze ans. Myriam travaille dans le secteur de la petite enfance et Alberto cherche un poste de carreur. Depuis la perte de son emploi en mars 2025, le budget de la famille a été quelque peu ébranlé. Malgré les indemnités du chômage, la baisse de revenus les met en difficulté et leur confort de vie a diminué. Afin de préserver le bien-être de leur fils âgé de 12 ans, ils souhaiteraient grandement que celui-ci puisse continuer ses cours de judo. Le couple a déjà réduit au maximum ses charges afin d'éviter des retards de paiement jusqu'à ce que la situation s'améliore. Néanmoins, ils auraient besoin d'un coup de pouce de **150 fr.** pour financer le dernier trimestre de judo. Un grand merci pour votre soutien!

Gianna De Mita

— 221

Formation

Selma a quitté son pays d'origine avec l'espoir d'un avenir plus digne, mais sans avoir terminé l'école secondaire. Elle vit à Genève depuis neuf ans et gagne sa vie en faisant des ménages chez des particuliers. Avec le temps et beaucoup d'efforts, elle a appris à parler le français et à se débrouiller seule. Mais son rêve de toujours est de se former pour devenir auxiliaire de vie. Selma met 150 fr. de côté chaque mois pour s'offrir la formation qui lui permettrait de changer de métier et de situation. La prochaine session prévue commence en septembre 2026, mais il lui manquera **600 fr.** pour s'inscrire. Si vous avez la possibilité d'aider Selma dans son projet, même symboliquement, nous vous en serions sincèrement reconnaissants en son nom.

Nina Marin



— 222

Dans les bras de Morphée

Récemment, Marion a découvert avec un grand désarroi que son appartement est infesté de punaises de lit. Vendeuse, elle vit avec un bas salaire qui lui permet tout juste de subvenir à ses besoins. Malgré le passage des exterminateurs qui ont tout fait pour nettoyer l'appartement de ces bêtes envahissantes, Marion a dû se débarrasser de la plupart de ses meubles. Elle a pu remeubler son appartement grâce à l'aide de ses connaissances et de magasins de seconde main. Cependant, personne n'a pu l'aider avec l'achat d'un matelas. Nous souhaitons aider Marion avec cette dépense imprévue pour qu'elle puisse se reposer correctement, raison pour laquelle nous vous prions de nous soutenir avec **550 fr.** Toute aide en faveur de Marion sera précieuse.

Sabrina Moreno

— 223

Un pas de danse vers l'avenir

Monsieur Saat est père célibataire et vit à Genève avec ses deux filles, Sarnai et Naran, âgées de 8 et 10 ans. L'année dernière, la famille a dû quitter son pays d'origine, la Mongolie. En effet, tous trois ont été stigmatisés et persécutés par leur communauté, car Naran est atteinte d'autisme. Le père, désireux d'offrir un avenir à ses filles, a été contraint de tout quitter et de recommencer à zéro. Naran n'étant pas encore scolarisée et faute d'une solution de garde, Monsieur Saat peine à trouver un travail qui lui permet d'assurer les dépenses imprévues et quelques loisirs. La sœur aînée, Sarnai, souhaiterait se faire de nouveaux amis et participer à un cours de danse. C'est pour offrir à cette jeune fille ses premiers pas de danse et lui permettre de tisser de nouveaux liens que nous sollicitons un soutien de **450 fr.** Toute aide est précieuse et bienvenue.

Laura Falconnet

— 224

Rage de dents d'adolescent

Johanna travaille en tant qu'animatrice remplaçante au GIAP. Elle est très contente et espère pouvoir être engagée à la fin de sa mission. Elle vit avec son fils adolescent pour qui son ex-mari n'a jamais versé de pension alimentaire. Le Service de recouvrement des pensions alimentaires (SCARPA) a pu lui faire les avances de la pension, mais les trois ans maximums octroyés sont terminés. La fin de cette aide tombe mal, car son fils souffre de maux de dents et un devis pour des soins a été émis par la clinique dentaire. Johanna ne peut pas se permettre une telle dépense qui se ferait au détriment de factures prioritaires telles que le loyer. Pour cette raison, nous vous demandons une aide de **420 fr.** pour permettre à ce jeune homme d'aller chez le dentiste. D'avance, un grand merci!

Sandra Fraga

— 225

Sauver le logement familial

Julian et Maria vivent en sous-location avec leurs deux enfants de 4 et 9 ans. Maria travaille à l'heure dans l'économie domestique; l'été dernier a été très calme, ce qui a entraîné une baisse considérable de ses revenus. Le couple n'a donc pas pu payer le loyer du mois d'août et ce retard s'est reporté de mois en mois, le budget familial demeurant instable. À présent, cet arriéré de loyer s'est transformé en mise en demeure, ce qui met en danger leur logement. L'activité de Maria reprend lentement, mais ils n'ont malheureusement pas les moyens de se libérer de cet impayé. Votre don généreux pour couvrir ce retard de **2693 fr. 10** permettrait à Julian et Maria de préserver leur logement et de retrouver la sérénité au sein de leur foyer! Nous vous remercions grandement pour votre générosité.

Yunha Oh

Adresses

Permanence sociale Prise de rendez-vous uniquement par téléphone_

lundi, mercredi, jeudi
et vendredi à 9 h
au 0800 022 444 (N° gratuit)

Permanence juridique Prise de rendez-vous par téléphone_

le lundi à 9 h
au 0800 022 444 (N° gratuit)

Épicerie Plainpalais

Rue de Carouge 51-53 (Passage)
1205 Genève

Téléphone_ 022 708 04 63

Épicerie Servette

Avenue De-Luserna 13
1203 Genève

Téléphone_ 022 322 05 69

Lundi à vendredi_ 9 h – 18 h 30
Samedi_ 9 h – 17 h 30

www.caritas-ge.ch



Je fais
un don!



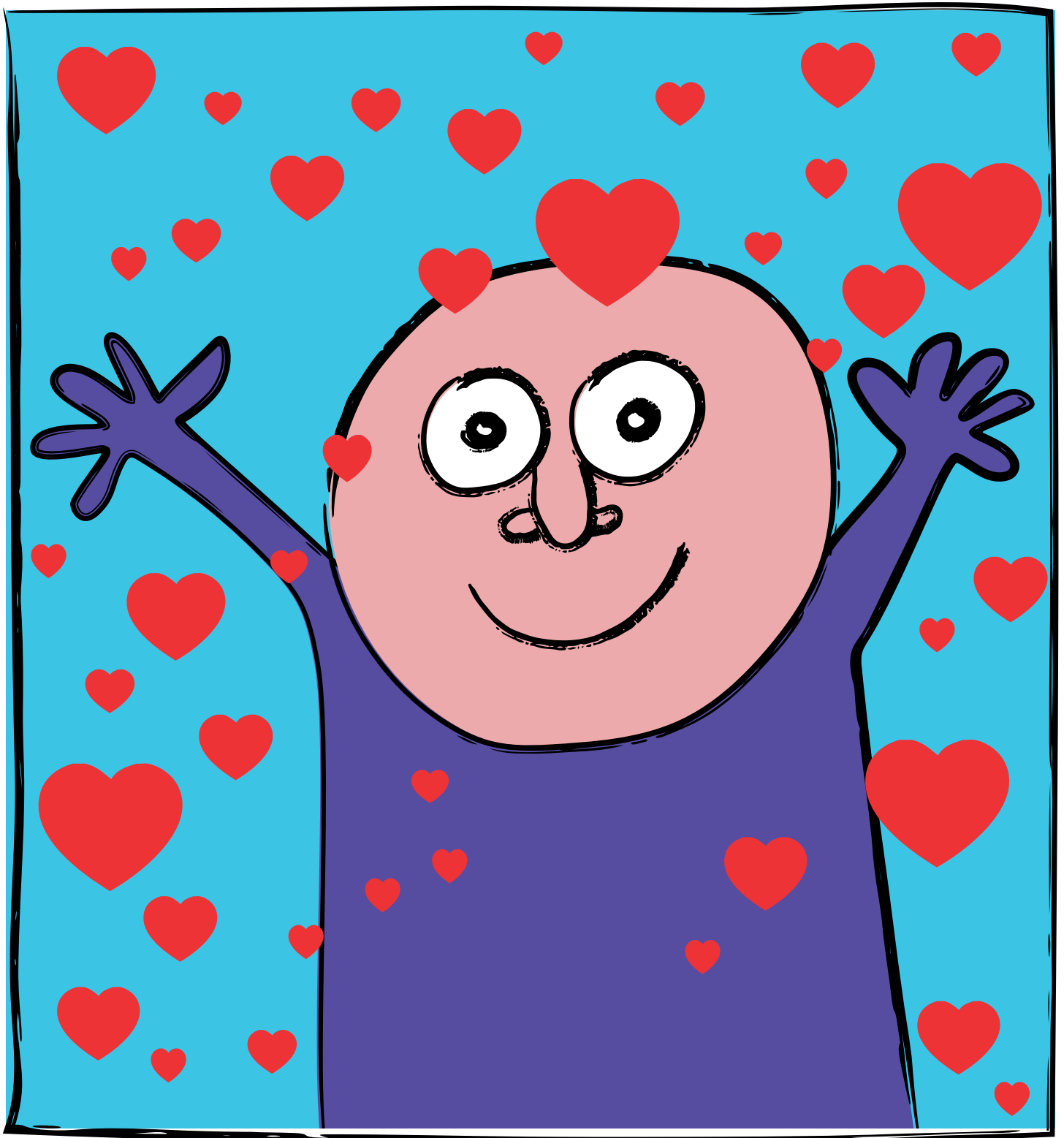
IBAN

CH38 0900 0000 1200 2726 2

Merci de votre
générosité!

Votre don, quel que soit son montant, permet à Caritas Genève de poursuivre son action.

En utilisant le bulletin code QR avec la mention **Appels à votre soutien**, vous contribuez à aider les personnes ou familles en difficulté dont la situation est présentée ici ou une situation similaire en cas de solde excédentaire.



la solidarité redonne
des couleurs, ensemble
combattons la pauvreté

CARITAS Genève

